

Notes De Synthèse

Focus Groupes Dans La Région De Diffa - Niger

Institut Africain De Developpement Durable
(IADD)

World Bank

2017

The publication of this study has been made possible through a grant from the Jobs Umbrella Trust Fund, which is supported by the Department for International Development/UK AID, and the Governments of Norway, Germany, Austria, the Austrian Development Agency, and the Swedish International Development Cooperation Agency.

© 2017 International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank.

1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA.
Telephone: 202-473-1000; Internet: www.worldbank.org.

Some rights reserved

This work is a product of the staff of The World Bank with external contributions. The findings, interpretations, and conclusions expressed in this work do not necessarily reflect the views of The World Bank, its Board of Executive Directors, or the governments they represent. The World Bank does not guarantee the accuracy of the data included in this work. The boundaries, colors, denominations, and other information shown on any map in this work do not imply any judgment on the part of The World Bank concerning the legal status of any territory or the endorsement or acceptance of such boundaries.

Nothing herein shall constitute or be considered to be a limitation upon or waiver of the privileges and immunities of The World Bank, all of which are specifically reserved.

Rights and Permissions



This work is available under the Creative Commons Attribution 3.0 IGO license (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>. Under the Creative Commons Attribution license, you are free to copy, distribute, transmit, and adapt this work, including for commercial purposes, under the following conditions:

Attribution—Please cite the work as follows: Institut Africain De Developpment Durable (IADD) “Notes De Synthèse: Focus Groupes Dans La Région De Diffa - Niger” 2017. World Bank, Washington, DC. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.

Translations—If you create a translation of this work, please add the following disclaimer along with the attribution: This translation was not created by The World Bank and should not be considered an official World Bank translation. The World Bank shall not be liable for any content or error in this translation.

Adaptations—If you create an adaptation of this work, please add the following disclaimer along with the attribution: This is an adaptation of an original work by The World Bank. Views and opinions expressed in the adaptation are the sole responsibility of the author or authors of the adaptation and are not endorsed by The World Bank.

Third-party content—The World Bank does not necessarily own each component of the content contained within the work. The World Bank therefore does not warrant that the use of any third-party-owned individual component or part contained in the work will not infringe on the rights of those third parties. The risk of claims resulting from such infringement rests solely with you. If you wish to re-use a component of the work, it is your responsibility to determine whether permission is needed for that re-use and to obtain permission from the copyright owner. Examples of components can include, but are not limited to, tables, figures, or images.

All queries on rights and licenses should be addressed to World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA; fax: 202-522-2625; e-mail: pubrights@worldbank.org.
Images: © World Bank China. Further permission required for reuse.



INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPMENT DURABLE (IADD)

IADD – Bâtiment centre de mesure- derrière UCAD 2- Tél. : (221) 33 859 22 18
BP : 16448 Dakar- FANN – Email : iadd@yahoo.fr

Notes de synthèse

Focus groupes dans la région de Diffa - Niger



Octobre 2017

I. Contexte

Les groupes armés (rébellions et indépendantistes) et les groupes terroristes représentent une menace réelle pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest. Ainsi il est nécessaire qu'on s'attarde à mieux les connaître. Ce rapport de visite de terrain à Diffa (Niger) sur Boko Haram a pour but de retracer l'évolution de ce mouvement islamiste sous-régional pour le cas du Niger et de comprendre la nature idéologie et économique de ses "revendications" ou encore ses connections au sein de la population et des politiciens. Le rapport, présente diverses sources de financement et de "vie" du groupe au Niger. Il retrace aussi les conséquences des mesures prise par l'Etat Nigérien. Ce travail a été conduit dans la région de Diffa en Octobre 2017 et a utilisé 12 focus groupes de discussions pour un total de 93 participants et 25 interviews individuels (personnes ressources, des Imams, autorités locales et administratives, des ONG et des services techniques). Les villages et communes visités étaient en fonction de leur accessibilité. En effet, il y'a des villages à cinq (5) kilomètres de Diffa mais non accessibles car les acteurs (l'Etat et la Secte Boko Haram) de la guerre l'occupent.

Même si les militants de ce groupe n'ont jamais nié que « l'éducation occidentale est un péché », ils n'ont jamais préféré être appelé Boko Haram. Cette appellation est une combinaison de la langue haoussa et de l'arabe. En effet, « *Boko* » en haoussa signifie « éducation occidentale » tandis que « *haram* » en arabe veut dire « péché ». C'est pourquoi ils préfèrent l'appellation arabe *Jama-'at ahl al-sunna li'l-da'wa wa'l-jihad*, c'est-à-dire « La communauté des fidèles dévoués à la propagation des enseignements de la tradition du Prophète et du Jihad ». Fondée par Muhammad Yusuf, la secte était à l'origine (depuis 2001 ou avant) installée à Maiduguri (Nord-Est du Nigeria) et ses activités étaient que des enseignements dans les mosquées, lieux publics et dans les chaînes de télévision et de radio. Depuis sa création, ses militants étaient organisés et prêchaient partout (y compris au Niger). L'idéologie que l'Occident est et restera toujours l'ennemie numéro un de l'Islam et des musulmans. Quand en Juillet 2009, Muhammad Yusuf fut arrêté et tué (exécution extra-judiciaire) au cours d'une intervention policière. Après une réorganisation très rapidement et une radicalisation poussée sous la houlette de Abubakar Shekau, avec l'aide d'autres groupes islamistes terroristes comme Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Al-Shabaab de Somalie et le Groupe salafiste pour la

prédication et le combat, la secte internationalisa ses actions au Cameroun, au Niger et au Tchad. Ce rapport ne concerne que le « Boko Haram, Niger ».

Sur le plan national et même sous-régional, il faut rappeler que la secte tient un discours malheureusement trivial d'injustice des dirigeants, de mauvaise gouvernance, de complot de l'Occident à travers les multinationales contre nos sociétés et les plus jeunes générations de la sous-région défavorisées et non instruit sont facilement attirés.

II. Description de la région de Diffa

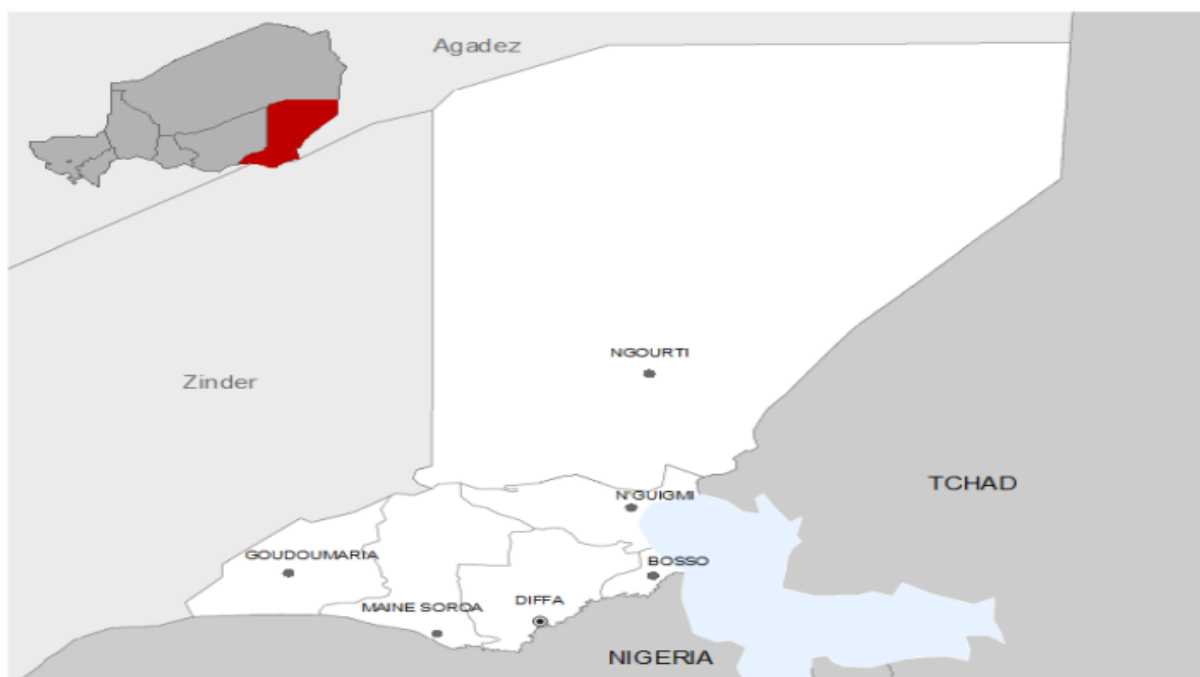
La région de Diffa est située au Sud Est du Niger et est à vocation agricole (pêche, cultures irriguées et élevage) comme l'indique le tableau ci-dessous. La description de la région par activité permettra de comprendre l'importance de la zone pour la vie économique du Niger. Ainsi, le Tableau 1 montre que plus de 80% des ménages de Diffa sont agricoles et le restant serait les administrateurs, les ONGs et autres Organisations internationale. Même parmi ses six (6) départements on voit bien que le département agricole par excellence (Bosso) est le premier à être attaqué par Boko Haram. La comparaison de Diffa avec Agadez n'est pas fortuite car ce sont les deux régions les plus proche sur le plan démographique et climatique. La région de Niamey, étant la Capitale permet de voir la distance en pratique d'activités qui sépare ces régions du pays.

Tableau 1 : **Situation Démographique de Diffa comparée à Agadez et Niamey**

Localités	Etat de la Population	Nombre de ménages	Nombre de ménages Agricoles	%
Niger	17138707	2419836	1867002	77
Niger : Urbaine	2778337	434192	80745	18
Niger : Rural	14360370	1985644	1786257	89
Région De Niamey :	1026848	166998	13394	08
Région d'Agadez	487620	86105	43697	50
Région De Diffa	593821	93621	75339	80
<i>Département Bosso</i>	76735	12629	11463	90
<i>Département Diffa</i>	159722	24725	18007	73
<i>Département Goudoumaria</i>	100559	15993	13440	84
<i>Département Maine-Soroa</i>	131664	18890	16487	87
<i>Département N'gourti</i>	51767	9408	8333	88

Département N'guigmi	73374	11976	7609	63
-------------------------	-------	-------	------	----

Source : Institut National de la Statistique (Répertoire National 2014)



Source : Profil humanitaire de la région de Diffa (octobre 2017), OCHA

Figure 1 : Map de la région de Diffa avec ses 6 départements

La région occupe la première place dans le pays en matière d'élevage de bovins (rang partagé parfois avec la région de Tahoua) et de pêche. En effet, jusqu'en 2010 la région produisait plus de 65% de la production annuelle de pêche avec des années de pics de 80% de production. Le tableau 2 représente des statistiques de pêche et d'élevage par région du Niger.

Tableau 2 : Pêche (en tonnes) et l'Élevage (Bovins, en 1000 de têtes) par région

Région	2000		2006		2013	
	Pêche	Elevage	Pêche	Elevage	Pêche	Elevage
Niger	16.520	6.644,5	13.937	7.482,8	9.419	10.733
Niamey	606	33,1	360	37,3	444	58,297
Agadez	NA	47,4	NA	53,4	NA	29,241
Diffa	10.370	724,4	7.448	815,8	7.350	1.023

Source : Direction des Statistiques/Ministère de l'Élevage

Compte tenu de sa relative faible densité de population et de la richesse de ses terres, Diffa est la région la deuxième région la moins pauvre du pays jusqu'en 2010 après Niamey. A partir de 2011 quand l'insécurité a commencé à se faire sentir, le nombre des non-pauvres a

chuté de 81,1% à 66% et continue toujours la chute. Le tableau 3, retrace le statut de pauvreté par région.

Tableau 3 : Population selon le statut de pauvreté (%)

Région	2005		2008		2011	
	Pauvre	Non Pauvre	Pauvre	Non Pauvre	Pauvre	Non Pauvre
Niger	62,1	37,9	59,5	40,5	48,2	51,8
Niamey	27,1	72,9	27,8	72,2	10,2	89,8
Agadez	45,9	54,1	16,1	83,9	20,7	79,3
Diffa	18,8	81,2	18,3	81,7	34	66

Source : INS (2014). *Le Niger en Chiffre*

III. Avènement de Boko Haram au Niger :

Pourquoi un problème du Nigeria se transmet au Niger ? La réponse à cette question paraît simple et logique étant donné que les deux pays partagent plus de 1400 Km de frontière terrestre. Pourtant la logique de frontière (les théoriciens de cette thèse se base sur la composition plus/moins identiques aux frontières des pays Africains) est difficilement soutenable face aux réalités d'inégalités économiques, politiques et sociales qu'ont ces voisins en commun.

La région de Diffa est administrativement composée de douze (12) communes (six urbaines et six rurales) répartis dans six départements. Il est important de décrire la zone géographiquement et par types d'activités pour comprendre le sens de la guerre de Boko Haram. Ainsi, dans le département de Guesskerou (Diffa) l'activité principale est l'agriculture irriguée et est peuplé par une majorité de Kanouri. Le département de Nguigmi est très diversifié en terme ethnique (Kanouri, Toubous, Boudouma, Arabes et Peulh) mais peu diversifié en activités économiques, l'élevage par transhumance est très dominant. Le département de Ngourti est majoritairement composé de Toubou, des Peulhs et des Arabes qui sont tous des nomades mais ils sont devenus des transhumants à cause de rareté d'eau. Le département de Mainé est composé par des agriculteurs sédentaires et des Peulh transhumants. Le département de Bosso est constitué d'agriculteurs sédentaires, des Boudouma pêcheurs et des éleveurs transhumants. En fin, dans le département de Goudoumariya on y trouve toutes les communautés sur les oasis (produisant du sel, du natron, Manioc et la date) et elles pratiquent aussi de l'élevage. Parmi les activités économiques de la zone, il y'a celle qui concourt à la prévention des

conflits. En effet, la production du fromage (une denrée très prisée dans la zone) exclusivement réservée aux Peulhs favorise la cohésion sociale. La règle est que les producteurs du fromage considèrent toute la communauté comme ses clients et se force à chaque fois de vivre en harmonie avec les autres.

Ces informations peuvent paraître au lecteur comme une diversion mais c'est juste pour signaler qu'avant l'avènement de Boko Haram, ces activités et les compositions ethniques étaient source de conflits. En effet, on dénombre plusieurs types de conflits dans la zone : Conflit Agriculteurs et Eleveurs, Conflit Intra-communautaires et conflit entre éleveurs autour des terroirs d'attaches. Par exemple, en 2014 il y'avait eu un conflit de taille entre les Arabes (Mouhmid) et les Peulhs à cause d'un problème de puit ; un autre conflit faisant plus de cent (100) morts entre les Peulhs et les Boudoumas à cause des vols d'animaux et en fin en Juin 2017 un conflit éclata entre les Kanouri et les Peulhs faisant sept (7) morts. Mais tous ces conflits sont aujourd'hui dominés par le problème de terrorisme de Boko Haram.

La zone du Lac Tchad, était instable même sans Boko Haram. Près de 95% du territoire du Lac est occupé par des Boudoumas. Il serait important de signaler que cette ethnie ne se trouve nulle part au monde en dehors du Lac Tchad. Comme activités, ils pratiquent la pêche, l'élevage et cultivent la terre la plus riche du Niger, mieux ils sont des nomades purs. C'est dire que même quand ils quittent une zone pour une autre pour cinquante (50) ans, ils peuvent revenir et vouloir reprendre leurs terres. La décentralisation de 2004 au Niger avec ses démarcation anarchique n'a pas aussi favoriser la cohésion dans la zone.

IV. Causes et Conséquences

4.1. Causes

4.1.1. Sociales et Politiques

A travers nos interviews et focus groupe et sans retracer l'historique du mouvement au Nigeria, pour que Boko Haram s'installe au Niger il a bénéficié de plusieurs avantages :

- i) Le laxisme de l'Etat face aux jeunes de Diffa qui prêchaient exactement comme le faisait la secte à ses tout début au Nigeria. Dès 2004, des Imams et personnes ressources ont signalé la radicalisation de certains de leur environnement et d'enrichissement sans fondement, mais à chaque mise en garde, les autorités administratives prenaient ces informations comme « jalousie » entre marabouts ou

simplement que « la vieille » génération des Imams ne veut pas la concurrence des « jeunes savants ». Cette branche de la secte au Niger était connue sous la direction de Ali Sayadi (24 ans) à l'époque et la branche économique était dirigée par Kaka Bounou (39-40 ans). Ces deux guides n'ont pas été inquiétés durant tout ce temps alors même que côté Nigeria, Boko Haram prenait Malam-Fatouri (à 2 km de Bosso);

- ii) Jusqu'à preuve de contraire, dans le Lac, côté Niger habité par une majorité ethnique (les Boudoumas) il n'y a aucun fils dans l'armée, police, gendarmerie.... Et d'ailleurs il n'y a qu'un seul fils qui a été à l'Université pour obtenir une Licence en Economie. Pire la plus vieille école pour cette communauté date de 2004. L'Etat était représenté qu'une seule fois par semaine (jour de marché hebdomadaire) à travers un Garde National et un Agent d'impôt ;
- iii) L'assassinat du Guide Libyen est aussi une cause importante de l'avènement de la secte au Niger. Entre la fin 2011 et le début 2012, on dénombre plus de 80 000 retournés nigériens qui ont fui la Libye pour se réfugier sur le territoire nigérien, en même temps que plusieurs milliers d'ex-combattants nigériens qui avaient prêté main forte à l'armée de Mouammar Kadhafi en 2011. Sans qualification quelconque et sans un système réel de réinsertion ces jeunes étaient exposés à tout. C'est ainsi que le 22 avril 2014, le service Haoussa de la radio BBC a annoncé que Boko Haram effectuait de massifs recrutements au Niger voisin.
- iv) La création des camps de réfugiés en 2014 pour recevoir les victimes fuyant (Baga, Malam-Fatouri et Damassak) les massacres de l'armée Nigériane et de Boko Haram. Comme on ne sait pas qui est ce qui fuit quoi, alors beaucoup des combattants de Boko Haram ont jeté leurs armes pour rentrer dans les camps des réfugiés avec les victimes. Ils ont constitué après une grande source d'informations pour leurs frères d'armes.
- v) Une autre raison pas tout à fait évidente était la potentielle victoire du Candidat Buhari aux Présidentielles de 2015 au Nigeria. Etant des planificateurs de guerre, ils savaient que Buhari ne va pas les dorloter alors il faut une base arrière. Il s'est avéré que parmi les pays partageant le Lac, seul côté Niger est facilement prenable (culturellement, faiblesse économique et absence de l'Etat).

4.1.2. Economiques

Au Niger, Boko Haram a été couvé pendant cinq (5) ans. En effet, le commerce et le transfert d'argent de manière très informelle se sont développés sous la complaisance (corruption) des autorités administratives. La règle était toute simple : Chaque jeune ayant décidé de rejoindre le mouvement disparaît deux jours et revient avec cent mille Naira et une Motocycle (utilisait à l'époque pour faire taxi-moto). Pour ceux qui veulent faire du commerce, ils reçoivent l'équivalent en marchandises et moyen de transport.

Le sous-sol de la zone de Diffa est très riche en pétrole. C'est dedans que l'Etat exploite depuis 2012 du pétrole brut et malgré tout, les jeunes de la région certes sans beaucoup de compétence sont sans occupation. Ils se sentent frustrés de voir leurs terres servir à quelques individus sans qu'eux ne profitent même pas d'une occupation de travail de force. Ainsi le chômage des jeunes constitue une cause majeure de l'acceptation de Boko Haram.

4.2. Conséquences

La première attaque de Boko Haram au Niger, date de Février 2015 En attaquant Bosso, la secte visait le poumon économique de toute la zone à savoir, le Lac et la Komadougou (une cour d'eau au Niger sur plus de 195 km). Le long de ces eaux se développaient des activités vitales (culture du poivron appelé « l'OR ROUGE », la pêche, culture du riz...) pour la population et leur bétail. Mais en réalité, les pires conséquences de l'attaque étaient les réponses de l'Etat.

V. Gestion de Boko Haram par l'Etat du Niger

Quand la première attaque a eu lieu au Niger, les mesures suivantes ont été très mal appréciées :

- Interdiction totale de l'utilisation de motocycles,
- Fermeture des écoles et centres de santé dans les zones dites sensibles,
- Interdiction de vente de bétail,
- Déguerpissement des populations (plus de 108 villages et hameaux ont été effacés en 48 heures par l'Etat) le long du Lac et de la Komadougou,
- Interdiction totale de vente et d'achat de carburant pour qu'importe la raison,
- Interdiction d'achat et de vente d'engrais chimique (Iré) et vidange des boutiques qui en possèdent encore,

- Couvre-feu à 19h y compris pour les malades et femmes enceintes,
- Arrestation, torture et séquestration sur la base de dénonciations calomnieuses,
- Vols et pillage des motocycles et autres richesses par les forces de l'ordre lors des fouilles,
- Exécution extra-judiciaire, des citoyens non de la zone ont été tué juste parce qu'ils ne connaissent pas les zones et voies interdites,

Ces mesures ont largement été contre-productif. Elles ont favorisé la corruption des autorités locales. En effet, malgré les interdictions de pêche, certains individus paient des pots de vin et pêchent alors que d'autres sont jeté dans des camps de déplacés. Les Engrais chimiques arrachés aux uns sont revendu aux autres sous le prétexte que les autres sont plus digne de confiance que les propriétaires du bien. Les mesures ont aussi créé un climat de méfiance totale entre l'Etat et la population. Ceci a créé un refus de dénonciation même quand on est sûre de l'implication de l'autre. En effet, au tout début la population coopérait mais vu la méthode appliquée, elles ont choisi le silence. *“On vous oblige à aller physiquement indexer un voisin, on le frappe, emprisonne et quant à vous, vous êtes laissez à vous-même, sans protection”*. Cette méthode a créé l'esprit qui dominait lors de la conquête des Amériques : Les Britanniques tuent le Jour et les Indiens tuent la nuit. Autrement, l'Etat vous force à dénoncer et une fois fait, les autres vont vous égorger la nuit car sans protection.

VI. Rôle des Populations et des Imams

Tous les acteurs (Imams, les Chefs coutumiers et la Population) qui doivent participer à la recherche d'une paix durable se sentent pris au piège.

Les Imams se sentent pris au piège. D'un côté il y'a l'Etat qu'il faut à tout prix aider en dénonçant, en déradicalisant les jeunes et de l'autre les membres de la secte dissimulés partout écoutant tout Imam qui les insulte afin de procéder à son élimination physique.

Les Chefs traditionnels se sentent aussi pris au piège. L'Etat exige beaucoup d'eux sans les donner les moyens d'exercice et de l'autre la population qui ne respecte plus ces Chefs car elle pense que les mesures impopulaires de l'Etat sont prises en concertation avec les leaders communautaires.

Même la population se voit être prit entre le marteau et l'enclume. Coopérer avec l'Etat sans confidentialité (apparaître comme un traître dans sa communauté) ou se taire avec le risque que la secte prend le dessus et vous écraser.

La population est devenue un monstre froid à cause des mesures draconiennes de l'Etat et continue de penser qu'elle a tout perdu par la faute de l'Etat. « *Ne soyez pas surpris qu'un non pauvre devenu pauvre subitement accepte toute proposition venant de qui que ce soit* ». Un vieillard de nous indexer quatre (4) vaches qui lui reste parmi trente-huit (38) vaches avant les mesures de l'Etat et d'ajouter « *Par Allah, si jamais ces 4 vaches finissent je pousserais mes enfants à aller rejoindre la secte car il n'y a pas plus honteux qu'un père voit sa famille s'effondrer et sans aucune alternative* ».

L'on peut facilement qualifier la guerre de Boko Haram comme une guerre économique car elle a stoppé les activités économiques et contrôle les terres irrigables. Notons qu'à ce jour le Niger ne contrôle aucun kilomètre de la Komadougou ni du Lac Tchad. Ceci est inquiétant quand on sait qu'il y a des groupes ethniques ne connaissant rien faire s'ils ne sont pas sur ce Lac ou sur la Komadougou.

VII. Migration

Durant toutes les discussions, les participants expliquent que la majorité des ressortissants de la zone naissent, grandissent et meurent sans avoir été même dans la Capitale du pays à plus forte raison à l'extérieur. Ils estiment qu'ils sont bien dans leur activité de pêche, d'élevage et d'irrigation et ils n'ont rien appris en dehors de ces pratiques. N'ayant d'autres compétences à vendre, ils préfèrent rester et cultiver leurs terres. Alors imaginez-vous la sensibilité de cette population quand aujourd'hui elle n'a plus accès à ses terres et soit concentrée dans des camps de déplacés. Notons ici que le statut des déplacés est totalement différent de celui des réfugiés du Nigéria. En principe, s'il y a déplacement des populations partout au monde suite à des conflits armés, l'organe mondial en charge est le UNHCR (United Nation High Court Refugies). Mais si le déplacement est dû à des catastrophes naturels, c'est l'OIM (Organisation Internationale pour la Migration) qui s'en occupe. Cependant même quand il s'agit du UNHCR, il y'a deux cas : si le déplacement a lieu d'un pays à un autre, c'est la responsabilité entière du UNHCR et si le déplacement a lieu dans un même pays, alors UNHCR et l'Etat du pays se partage la responsabilité. Malheureusement après que l'Etat du Niger a fait déguerpir plus de 108 villages dans le Lac et sur la Komadougou il a très peu assumé sa part de responsabilité. Ainsi la seule

migration c'est quand ces populations déplacées se sentent frustrés et retournent en catimini dans leur zone d'activité pour rejoindre la secte.

VIII. Revenir à la Normale ?

Quand il s'agit de proposer des solutions de normalisation de la situation dans la zone, les participants s'accorde sur plusieurs principes :

- Implication de la population dans la prise des décisions avant leur implémentations. Ici il nous a été remarquer que plusieurs groupes ethniques dans la zone sont dans une logique d'allégeance tribale. C'est-à-dire qu'on ne livre jamais un membre de la tribu. Pourtant il suffit de mener une vraie campagne de sensibilisation même sur le plan islamique. En effet, l'islam autorise l'allégeance mais dans la grandeur et non pas dans les tueries. Mieux il faut surtout expliquer que Boko Haram n'est pas une tribu.
- La justice sociale, punir tous les citoyens avec les mêmes lois et règlements du pays. *« Je ne me sentirai concerner dans cette affaire que quand je verrai le militaire qui a volé mon motorcycle être puni comme un voleur et non une autorité. Sinon pour moi les militaires et la secte sont tous des voleurs de nos bien et ils peuvent s'entre tuer ».*
Une autre justice serais aussi d'étendre le réseau de la télévision national (ORTN) sur la zone du Lac. Par exemple, chaque semaine on donne des informations une fois en langue Boudouma alors même qu'il n'y a pas ORTN dans la seule zone Boudouma du pays.
- Arrêtez de défendre les zones nomades ne peuvent pas avoir une bonne et longue éducation.
- Arrêtez l'hémorragie économique : L'Etat doit chasser Boko Haram au moins dans sa partie sur le Lac et sur la Komadougou afin que l'agriculture et l'élevage reprennent dans la zone. Ceci est possible car le Niger est le seul qui ne cultive pas sa partie dans la zone aujourd'hui. Ses voisins ont tous chassé la secte sur leurs terres du Lac et en font l'agriculture.
- Reconstituez le cheptel des populations victimes des vols de bétail de Boko Haram. En effet, même en cas de stabilisation de la guerre, ces éleveurs n'ont rien à faire comme activité. Et dans la langue locale il est dit que *« ce n'est pas l'absence des armes qui fait l'absence de la guerre, il peut y avoir de guerre sans les armes ».*

- Modernisez la zone. Car si la loi est incarnée seulement par un Gendarme qui vient les jours des marchés pour “juger”, frapper et prendre 24 000 F sur chaque partie en litige sans en donner un reçu alors le problème ne finira jamais.
- Evitez la théorie du chaos : c’est-à-dire vouloir diviser les communautés comme lors de la rébellion de 1995 (à l’époque l’Etat armait les Arabes et les Peulhs pour combattre les Toubous).
- Arrêtez de reprendre que tous les Boudoumas, les Kanouris et les Toubous sont des Boko Haram.
- Combattez la corruption des autorités administratives qui profitent de la population à la suite de chaque litige (conflit agriculteur et éleveurs, conflit communautaires...).
- Utilisez ‘avantage que toute la zone est musulmane, à travers les Imams. En effet, même quand la personne n’a pas de savoir islamique, elle écoute les Imams et surtout les décisions des Imams.
- Etudiez la culture de cette zone de manière approfondie. Ceci permet par exemple d’insérer des matières d’enseignement de l’Islam dans les écoles primaire du « blanc » jusqu’au Lycée.

Conclusion

Les groupes ethniques vivant dans la région de Diffa se sont vu imposés une guerre et ils ressentent une frustration pour avoir perdu tous leurs biens. Les acteurs de la guerre (l’Etat et la secte) brandissent auprès de la population comme arme la peur. Malheureusement la peur incarnée par Boko Haram est plus grande que celle de l’Etat. Et comme ils ont tous la même arme, c’est le plus armé qui est en train de gagner les batailles. Il ressort de nos interviews que l’acceptation de Boko Haram Niger a connu deux (2) phases. Avant 2010, tous les jeunes Nigériens qui partaient rejoindre la secte étaient des ignorants et ils croyaient vraiment que c’est la religion Islamique. Après 2010, les jeunes qui regagnent la secte sont des voleurs, des souldards, et des pauvres qui n’ont rien à perdre. La situation reste compliquée à cause de mesure impopulaire imposées par l’Etat et les participants ont signaler que c’est même aujourd’hui que leurs jeunes sont en train de rejoindre ce mouvement à cause de la paupérisation. Il sera relativement facile de revenir à la normale car les populations ont déjà vu de quoi Boko Haram est capable, alors l’Etat a juste besoin de se démarquer des pratiques de la secte.